
**L'Allemagne après les élections
fédérales du 22 septembre 2013 :
Entre continuité politique et changements
structurels**

Ulrich Eith

Décembre 2013

Comité d'études des relations franco-allemandes



L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901).

Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

*Les opinions exprimées dans ce texte
n'engagent que la responsabilité de l'auteur.*

Les activités de recherche, de secrétariat de rédaction et de publication du Cerfa bénéficient du soutien de la Direction de la prospective du ministère des Affaires étrangères et du Frankreich-Referat de l'Auswärtiges Amt.



Directeurs de collection : Yann-Sven Rittelmeyer, Hans Stark

Traduction : Dorothée Cailleux

ISBN : 978-2-36567-234-4

© Ifri – 2013 – Tous droits réservés

Ifri
27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15 – FRANCE
Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00
Fax : +33 (0)1 40 61 60 60
Email : ifri@ifri.org

Ifri-Bruxelles
Rue Marie-Thérèse, 21
1000 – Bruxelles – BELGIQUE
Tél. : +32 (0)2 238 51 10
Fax : +32 (0)2 238 51 15
Email : bruxelles@ifri.org

Site Internet : ifri.org

Auteur

Ulrich Eith est professeur à l'université de Fribourg et dirige, depuis 1992, un groupe de recherche sur les élections (*Arbeitsgruppe Wahlen Freiburg*). Il est docteur en science politique de l'université de Fribourg où il a également obtenu son habilitation en 2002. Il est par ailleurs directeur de l'Institut pour la formation politique *Studienhaus Wiesneck*, dans le Bade-Wurtemberg.

Outre l'étude des élections et des partis politiques, ses recherches portent sur l'analyse et la comparaison du système politique allemand ainsi que l'étude des mouvements extrémistes.

Résumé

Les élections fédérales du 22 septembre 2013 ont marqué une nette césure dans les rapports de force entre les partis. Elles ont mis en évidence des changements structurels importants pour les partis et le système politique allemand. Pour la première fois depuis 50 ans, les deux grands partis populaires ont tous deux gagné des voix, alors que les partis de moindre importance ont vu leur électorat diminuer. En définitive, le schéma classique d'opposition entre deux camps (CDU/CSU et FDP d'un côté, SPD et Verts de l'autre) correspond de moins en moins à l'actuelle répartition des forces en Allemagne.

Par ailleurs, les grands partis populaires doivent également faire face à une importante transformation de leurs électorats traditionnels, annonciatrice de dissensions internes profondes. Au sein de la CDU/CSU comme du SPD, l'opposition entre réformistes et défenseurs de la tradition limite la marge de manœuvre des deux partis. Dans ce contexte, les deux partenaires de coalition devraient mettre à profit leur position dominante pour affirmer leur vision commune dans certains domaines clés et engager des réformes structurelles majeures.

Sommaire

INTRODUCTION	4
PRESENTATION DU CONTEXTE ELECTORAL	6
ANALYSE DES RESULTATS DU SCRUTIN	9
DES PARTIS EN PLEINE REORIENTATION, ENTRE CONFLITS INTERNES ET NOUVEAUX POSITIONNEMENTS	19
PERSPECTIVES D'EVOLUTION DU SYSTEME DES PARTIS EN ALLEMAGNE	26

Introduction

Les résultats des élections du 22 septembre 2013 témoignent d'abord et avant tout de l'immense confiance dont jouit la chancelière Angela Merkel. La CDU/CSU pour laquelle elle a fait campagne a obtenu 41,5 % des voix, soit son meilleur score depuis 1990. Le SPD, en revanche, est resté bien en deçà de ce qu'il escomptait. Malgré un score en légère hausse par rapport à 2009, les sociaux-démocrates ont dû se contenter de 25,7 % des suffrages, enregistrant ainsi leur plus mauvais résultat (après celui de 2009) de toute l'histoire de la République fédérale d'Allemagne.

Ces élections fédérales marquent aussi une nette césure dans les rapports de force entre les partis. Pour la première fois depuis plus de cinquante ans, la CDU/CSU et le SPD, les deux grands partis populaires d'Allemagne, ont tous deux gagné des voix, alors que tous les partis de moindre importance représentés au Bundestag ont vu leur électorat diminuer. Le FDP est même passé en dessous de la barre des 5 %, perdant ainsi tous ses sièges au parlement fédéral. Ces résultats reflètent aussi les changements structurels survenus dans le jeu des partis : depuis un certain temps déjà, on constate que le schéma classique d'opposition entre deux camps, « noir-jaune » (CDU/CSU et FDP) d'un côté, « rouge-vert » (SPD et Verts) de l'autre, correspond de moins en moins à la répartition actuelle des forces politiques en Allemagne. Aucun des deux camps n'ayant réussi à obtenir la majorité absolue en septembre dernier, il a été difficile de former une majorité gouvernementale stable au Parlement.

Tableau 1
Résultats, progressions et pertes enregistrés par les différents partis
lors des élections fédérales de 2013 (en % et nombre de points)

	CDU /CSU	SPD	FDP	Grüne	Linke	AfD	Autres
Deuxième voix	41,5	25,7	4,8	8,4	8,6	4,7	6,3
Variation par rapport à 2009	+ 7,7	+ 2,7	- 9,8	- 2,3	- 3,3	+ 4,7	+ 0,3

Source : Forschungsgruppe Wahlen, *Bundestagswahl. Eine Analyse der Wahl vom 22. September 2013*, Mannheim, 2013, p. 7.

Nous commencerons par présenter dans les grandes lignes le contexte dans lequel se sont déroulées les dernières élections fédérales, avant de procéder à une analyse et à une évaluation détaillée de l'issue du scrutin. Nous nous intéresserons plus particulièrement à la thèse selon laquelle la crise de l'euro et le contenu globalement pauvre de la campagne électorale ont permis à la chancelière de mettre à nouveau à profit, comme elle l'avait fait en 2009, sa stratégie de démobilisation asymétrique. Enfin, nous passerons en revue les perspectives d'évolution du jeu des partis en Allemagne et nous pencherons essentiellement sur les conséquences de l'opposition entre réformateurs et tenants de la tradition, aussi bien au sein de la CDU/CSU que du SPD, sur la marge de manœuvre effective des deux partis populaires.

Présentation du contexte électoral

Les élections fédérales de 2013 se sont déroulées dans un climat ambivalent, les électeurs oscillant entre confiance et inquiétude. D'un côté, tous les sondages d'opinion effectués par des instituts réputés – les chiffres indiqués ci-après sont tirés d'enquêtes réalisées par l'institut Infratest dimap pour l'ARD – faisaient état d'un taux de satisfaction plus élevé qu'à l'ordinaire vis-à-vis des principales données économiques : juste avant les élections, 74 % des sondés estimaient que la situation économique de l'Allemagne était bonne, 78 % jugeaient leur propre situation économique tout aussi favorable, et 73 % considéraient qu'ils n'avaient pas encore été touchés par la crise de l'euro. Il convient d'ajouter ici que le taux de chômage est très faible en Allemagne, et que les cours de la bourse atteignent actuellement des valeurs records. D'un autre côté, les informations fournies par les organismes d'aide sociale semblent au contraire indiquer que les inégalités sociales se creusent de plus en plus depuis des années. La perte de son emploi, un divorce coûteux, etc., entraîne souvent une baisse de revenus et une perte de statut social. La peur du déclassement social touche aussi une partie des classes moyennes éduquées depuis déjà bien longtemps. D'après les sondages, 13 % des citoyens sont désormais confrontés à la pauvreté au moment du passage à la retraite, tandis que 41 % pensent qu'ils devront y faire face un jour. La crise de la zone euro va également continuer à produire ses effets : au moment des élections, 53 % des Allemands étaient convaincus que le pire était encore à venir et 50 % s'inquiétaient pour leurs économies.

Tableau 2
Appréciation de la situation économique et taux de satisfaction
politique des Allemands (en %)

La situation économique est...	
bonne	74
mauvaise	24
Ma situation économique personnelle est...	
bonne	78
mauvaise	22
Au sujet de la crise des dettes et de l'euro :	
« Je ne suis pas touché(e) personnellement par la crise »	73
« Le plus dur reste à venir »	53
« Je m'inquiète pour mes économies »	50
Au sujet de la pauvreté des personnes âgées :	
« Je suis personnellement concerné(e) par la pauvreté des personnes âgées »	13
« Je pense que je serai confronté(e) à la pauvreté lorsque je serai plus âgé(e) »	41
Je suis satisfait(e) de la politique menée par...	
Merkel	71
Seehofer	53
Gysi	47
Steinbrück	44
« Angela Merkel représente bien notre pays sur la scène internationale »	
Electeurs du SPD	75
Electeurs des Verts	69
« Angela Merkel a réagi avec discernement et fermeté face à la crise de l'euro »	
Electeurs du SPD	41
Electeurs des Verts	42

Source : Infratest dimap Wahlberichterstattung,
<http://wahl.tagesschau.de/wahlen/2013-09-22-BT-DE/index.shtml>

Dans ce contexte, de très nombreux électeurs ont une fois encore choisi d'accorder leur confiance à A. Merkel. Aux yeux de bien des Allemands, et pas seulement de l'électorat traditionnel du parti chrétien-démocrate, la chancelière, secondée par son ministre des Finances Wolfgang Schäuble, apparaît comme la garante de la stabilité en cette période de crise. Sa manière d'exercer le pouvoir, posée, mesurée, presque présidentielle, lui permet de se tenir à l'écart des conflits politiques quotidiens. De plus, elle est parvenue – du moins aux yeux de nombre d'électeurs allemands –, au plus fort de la crise de l'euro, à réaffirmer son adhésion indéfectible au processus d'intégration européenne et à la monnaie unique tout en défendant avec détermination les intérêts allemands. D'après les sondages effectués par l'institut Infratest dimap, 84 % des Allemands estiment que A. Merkel représente efficacement l'Allemagne sur la scène internationale, et 71 % se disent satisfaits de sa politique. Après huit années d'exercice du pouvoir, la chancelière est donc toujours aussi populaire. Aucun chancelier avant elle n'avait bénéficié d'une telle confiance sur une aussi longue période.

Analyse des résultats du scrutin

Au vu de ces données, il n'est pas étonnant que les têtes de liste, cette année, aient eu une plus grande influence sur l'issue du scrutin que lors des élections précédentes. Cela vaut tout particulièrement pour la chancelière Merkel. D'après les sondages effectués durant l'année 2013 par le *Forschungsgruppe Wahlen Mannheim* (groupe de recherche sur les élections basé à Mannheim) pour le compte de la ZDF, environ 60 % des électeurs souhaitaient que A. Merkel reste chancelière, tandis que seulement 30 % environ lui préféreraient Peer Steinbrück. Quant aux qualités personnelles prêtées aux deux principaux candidats, la chancelière arrivait là encore en tête des sondages, loin devant P. Steinbrück, les électeurs la jugeant plus sympathique, plus crédible, mieux à même de s'imposer et dotée de connaissances techniques plus solides. Une majorité d'entre eux lui faisait également davantage confiance pour lutter efficacement contre la crise de l'euro, créer des emplois et résoudre les problèmes à venir. Il n'y a guère que sur les questions de justice sociale que le candidat du SPD a réussi à marquer des points face à la chancelière. Alors que seulement 19 % des personnes interrogées avant le vote estimaient que le candidat social-démocrate ferait un meilleur chancelier, une large majorité (80 %) considérait que A. Merkel s'en sortait plutôt bien à la tête du gouvernement. Une opinion partagée jusque dans les rangs des adhérents des partis d'opposition : 67 % d'avis favorables à la chancelière chez les adhérents du SPD, 77 % chez ceux des Verts, et tout de même 56 % chez ceux de Die Linke.

La CDU/CSU a su tirer profit de la bonne image de A. Merkel et a largement axé sa stratégie de communication sur la grande estime dont jouissait la chancelière. Ainsi, alors que les quatre thèmes « Stabilité de l'euro et croissance », « Solidité des finances publiques », « Protection des familles » et « Emploi et sécurité de demain » ont largement occupé la première phase de la campagne électorale, les phases suivantes ont surtout mis en avant la chancelière elle-même – d'abord dans l'exercice de ses fonctions sur le terrain, puis à travers un message sobre, « Chancelière pour l'Allemagne ».

Au SPD, en revanche, les relations entre le parti et son candidat sont loin d'avoir été aussi harmonieuses. Dès le début, la campagne de P. Steinbrück en tant que candidat du parti social-démocrate s'est révélée laborieuse. Sa désignation le 28 septembre 2012, plutôt surprenante à ce stade précoce de la campagne, n'a fait l'objet d'aucune réelle stratégie de communication. Les avantages

potentiels d'une telle configuration – un parti se rapprochant à nouveau de ses électeurs traditionnels de gauche et un candidat jouissant d'une certaine considération jusque dans les cercles d'électeurs « bourgeois » – auraient pourtant pu être mis en avant avec succès. Au lieu de cela, P. Steinbrück a dû faire face à une avalanche d'exigences de la part de l'aile gauche de son parti, se trouvant contraint de réclamer publiquement une plus grande solidarité de son propre camp et de faire nombre de concessions dans la rédaction de son programme. Lorsque, par la suite, les médias ont commencé à parler de faiblesses – réelles ou supposées – dans la communication de P. Steinbrück, ni les directeurs de campagne sociaux-démocrates, ni le candidat lui-même ne sont parvenus à contrer ce subtil travail de sape par des arguments convaincants. L'image de P. Steinbrück, mais aussi sa crédibilité et la foi en ses compétences politiques, qu'il avait acquises comme ministre des Finances de la chancellerie à l'époque de la grande coalition de 2005-2009, en ont pâti. Dans ces conditions, il lui a été bien difficile de susciter un élan d'optimisme autour du thème du changement et de convaincre ses partisans d'une possible victoire. Jusqu'à la fin, certains cercles de l'aile gauche du SPD ont maintenu leurs distances vis-à-vis de leur candidat. Quant aux inlassables efforts fournis avant les élections par la direction du parti et P. Steinbrück en faveur de la constitution d'une majorité rouge-verte, et ce en dépit des sondages qui montraient pourtant sans ambiguïté qu'une telle option n'était plus envisageable depuis longtemps, ils furent considérés comme un signe de profond désarroi, et l'on douta même de leur sincérité. Une ligne de fracture était apparue au sein du SPD entre les partisans d'une modernisation économique et les tenants de la tradition. Ni le candidat, ni les directeurs de campagne sociaux-démocrates n'ont réussi à désamorcer les dissensions internes et à donner à la campagne une direction convaincante, à même d'emporter la victoire.

Il est significatif que les sujets politiques controversés aient joué un rôle mineur lors de ces élections – ce qui, en dernière analyse, a surtout porté préjudice aux sociaux-démocrates. Certes, les questions de politique sociale arrivaient en tête des préoccupations des citoyens, mais l'emploi et le chômage – classés à la première place des questions politiques majeures – ne présentaient une véritable importance que pour 25 % des électeurs. Suivait en deuxième position la thématique salaires/prix/coûts, jugée prioritaire par 18 % des électeurs, puis la crise de l'euro, citée par 16 % des sondés. Alors que la question du chômage avait occupé une place prépondérante lors des élections fédérales de 2005 et 2009 (en 2005, 85 % des personnes interrogées en faisaient une priorité absolue ; en 2009, elles étaient encore 56 % à partager cette opinion), elle n'a joué aucun rôle décisif durant l'année électorale 2013.

En amont d'une élection, la foi des électeurs dans la capacité des différents partis à gérer les problèmes à venir pèse davantage

que les débats publics sur les questions politiques de première plan. Sur ce point, les élections de 2013 ont obéi au même schéma que les précédentes. D'après le *Forschungsgruppe Wahlen*, les chrétiens-démocrates bénéficiaient d'un capital de confiance bien plus élevé que le SPD dans les domaines suivants : « promotion de l'économie » (47 % d'opinions favorables à la CDU/CSU contre 17 % pour le SPD), « création d'emplois » (40 % pour la CDU/CSU, 22 % pour le SPD), « maîtrise de la crise de l'euro » (38 % contre 20 %), « résolution des problèmes à venir » (39 % contre 20 %). La CDU/CSU avait une légère avance sur les questions de politique fiscale (32 % contre 27 %), de protection des retraites (29 % contre 25 %) et de politique familiale (30 % contre 29 %). Il n'y a que sur le thème de la justice sociale que le SPD l'emportait sur la CDU/CSU (35 % pour le premier contre 26 % pour la seconde). En revanche, sur les questions environnementales et énergétiques, ce sont les Verts qui avaient la confiance du plus grand nombre d'électeurs, avec 35 % d'avis favorables, loin devant les chrétiens-démocrates (22 %) et le SPD (10 %).

Tableau 3
Taux de confiance des Allemands dans les compétences des partis
(en % par domaine)

Politique économique	
CDU/CSU	47
SPD	17
Marché du travail et politique de l'emploi	
CDU/CSU	40
SPD	22
Maîtrise de la crise de l'euro	
CDU/CSU	38
SPD	20
Résolution des problèmes à venir	
CDU/CSU	39
SPD	20
Verts	3
Politique fiscale	
CDU/CSU	32
SPD	27
Garantie des retraites	
CDU/CSU	29
SPD	25
Politique de la famille	
CDU/CSU	30
SPD	29
Verts	9
Justice sociale	
CDU/CSU	26
SPD	35
Politique énergétique	
CDU/CSU	22
SPD	10
Verts	35

Source : Forschungsgruppe Wahlen, *Bundestagswahl. Eine Analyse der Wahl vom 22. September 2013*, Mannheim, 2013, p. 32-34.

Les questions de fond ayant joué un rôle globalement minime pendant la campagne électorale, il n'est guère surprenant que les attaques politiques du SPD au cours de l'année 2013 n'aient dans l'ensemble guère donné de résultats. Le parti n'a pas su mettre en avant de manière efficace les thèmes qui lui sont d'ordinaire favorables, comme les inégalités sociales et le sort des personnes défavorisées. Il est en outre plutôt inquiétant que même dans le domaine de la justice sociale, qui est au cœur de son identité politique, à peine un peu plus d'un tiers des sondés l'aient jugé plus compétent que les autres. Enfin, la stratégie du SPD, qui a consisté à s'adresser en tant que parti à ses électeurs traditionnels et à laisser à son candidat P. Steinbrück le soin de convaincre des groupes d'électeurs de la classe moyenne, n'a pas eu les effets escomptés. Les directeurs de campagne sociaux-démocrates étaient trop divisés, le candidat et le parti trop loin derrière les chrétiens-démocrates dans les sondages d'opinion relatifs aux compétences supposées des candidats. La CDU/CSU a bien mieux réussi. S'appuyant sur la bonne santé générale de l'économie et la grande popularité de la chancelière, l'Union (CDU/CSU) est parvenue, comme en 2009, à éviter toute polarisation et tout affrontement idéologique au cours de la campagne. Ce succès est le résultat d'une tactique bien rôdée : l'Union ne voulait pas donner au SPD l'occasion d'apaiser ses tensions internes, voire de remobiliser l'ensemble de ses troupes contre elle dans une logique d'opposition. Le fait que cette démobilisation asymétrique ne joue pas en faveur d'une forte participation électorale était même plutôt un avantage aux yeux des stratèges de l'Union. Alors que les partisans de A. Merkel avaient arrêté leur choix tôt dans la campagne, le SPD n'a pas réussi à mobiliser suffisamment d'électeurs. Une part importante de ses partisans, déçus par les dirigeants du parti, sont restés perplexes, envisageant même l'abstention. Au final, malgré les nombreux efforts déployés par le SPD pour réactiver les rivalités politiques traditionnelles entre les deux camps, comme lors des précédentes campagnes électorales, la participation a plafonné à 71,5 %.

Si l'on regarde d'un peu plus près les catégories sociales représentées au sein de l'électorat des différents partis (tableau 4), on est avant tout frappé par les grandes similitudes constatées entre l'électorat de l'Union et celui des sociaux-démocrates, en particulier en ce qui concerne l'âge et le niveau d'études. Sur ce dernier point, les électeurs du FDP et des Verts présentent en revanche des profils nettement différents : ils sont majoritairement issus des classes moyennes supérieures, et ont un niveau d'études plus élevé que la moyenne. Chez les Verts, les plus de 60 ans restent les plus largement sous-représentés. C'est au niveau de la répartition des sexes et des catégories socioprofessionnelles que se dessinent les premières différences entre l'électorat de la CDU/CSU et celui du SPD. Le premier compte un peu plus de femmes et de travailleurs indépendants, tandis que le second est composé d'un pourcentage

plus élevé d'hommes et d'ouvriers. Toujours au niveau des catégories socioprofessionnelles, les électeurs des Verts et du FDP affichent là encore un profil résolument différent de celui des électeurs des deux grands partis populaires. Chez les Verts, les employés et les fonctionnaires sont nettement surreprésentés ; chez les partisans du FDP, ce sont les travailleurs indépendants qui sont majoritaires. Les différences les plus notables entre les électorats respectifs de l'Union et du SPD se situent – sans grande surprise – au niveau de l'appartenance confessionnelle et du nombre de travailleurs syndiqués présents dans leurs rangs. L'électorat de la CDU/CSU compte une majorité de catholiques, tandis que les personnes sans religion et les travailleurs syndiqués y sont sous-représentés ; chez les partisans du SPD, les adhérents à un syndicat et les protestants sont surreprésentés, et les catholiques sont minoritaires. Les deux partis disposent donc chacun d'un large électorat, qui traverse toutes les classes sociales et dont la composition ne s'éloigne que modérément de celle de la population globale, sauf dans le cas des groupes d'électeurs traditionnellement affiliés à l'un ou l'autre parti.

Tableau 4
Profil social des électeurs des différents partis en 2013 (en %)

	Total	CDU/ CSU	SPD	FDP	Verts	Linke	AfD
Sexe :							
Masculin	50	47	53	58	43	51	62
Féminin	50	53	48	42	57	49	38
Âge :							
18-29 ans	15	13	14	17	19	14	34
30-44 ans	24	24	21	24	28	24	32
45-59 ans	31	29	33	30	38	34	24
60 ans et plus	30	35	33	30	16	28	10
Catégorie socio- professionnelle :							
Ouvrier	25	23	28	15	13	33	27
Employé	43	43	45	41	50	40	43
Fonctionnaire	7	8	7	8	10	4	7
Travailleur indépendant	10	11	6	20	11	8	12
Agriculteur	2	3	0	2	1	1	0
Confession :							
Catholique	32	41	26	33	27	15	30
Protestante	33	32	39	35	35	22	29
Sans	26	19	25	22	29	52	35
Niveau d'études :							
Diplôme de fin d'études secondaires (<i>Hauptschulabschluss</i>)	22	24	26	16	10	18	15
Brevet (Mittlere Reife)	33	34	32	26	22	37	38
Baccalauréat (<i>Hochschulreife</i>)	20	19	19	22	28	18	22
Diplôme de fin d'études universitaires (<i>Hochschulabschluss</i>)	18	16	16	27	34	19	20

Source : Forschungsgruppe Wahlen, *Bundestagswahl. Eine Analyse der Wahl vom 22. September 2013*, Mannheim, 2013, p. 97, 99, 101, 103.

Par ailleurs, les résultats des deux grands partis aux dernières élections fédérales révèlent des écarts notables selon les régions. Les fiefs du SPD sont concentrés dans le nord et l'ouest de l'Allemagne, même si, désormais, les plus hauts scores dépassant les 40 % ne sont plus enregistrés que dans quelques circonscriptions isolées, essentiellement en Rhénanie du Nord-Westphalie. À l'échelle des Länder, les sociaux-démocrates ont obtenu plus de 30 % des suffrages dans les villes-États de Hambourg, Brême et Berlin, ainsi que dans le Schleswig-Holstein, en Basse-Saxe, en Rhénanie du Nord-Westphalie et dans la Sarre. À l'est du pays, le SPD stagne en dessous des 20 %, sauf dans le Brandebourg et à Berlin, se classant à la troisième place seulement, derrière Die Linke. Les chrétiens-démocrates, eux, ont surtout tiré leur épingle du jeu à l'est et au sud de l'Allemagne, en raflant plus de 40 % des voix en Bavière, dans le Bade-Wurtemberg et en Rhénanie-Palatinat, ainsi que dans le Mecklembourg-Poméranie occidentale, en Saxe, Saxe-Anhalt et Basse-Saxe.

Les grands perdants de ces élections sont incontestablement les petits partis. Le FDP et les Verts, en particulier, ont essuyé des défaites cuisantes. Après avoir été progressivement évincé d'un grand nombre de parlements régionaux, le FDP a désormais également disparu du Bundestag. Les libéraux n'ont dépassé la barre des 5 % que dans six Länder de l'Ouest. Dans l'est de l'Allemagne – y compris dans la partie est de Berlin –, ils n'ont obtenu que 2,7 % des voix, tombant presque au niveau du Parti pirate et du NPD. D'après l'institut Infratest dimap, 83 % des électeurs considèrent que le parti libéral a fait beaucoup de promesses ces dernières années, sans en tenir une seule. Pour 70 % d'entre eux, le FDP s'est avant tout préoccupé des intérêts de certaines catégories de la population, négligeant les autres. Il n'a pas réussi à prendre une nouvelle orientation, comme il le prévoyait ; il n'a pas su se défaire de son image de parti proche des milieux économiques, soucieux de défendre certains intérêts particuliers. De toute évidence, le retour du FDP au sein des parlements régionaux et du Bundestag sera semé d'embûches.

Avec seulement 8,4 % des suffrages remportés à l'échelle nationale, les Verts ont presque été relégués au rang d'un petit parti de l'ouest de l'Allemagne. Ils n'ont obtenu des scores à deux chiffres que dans le Bade-Wurtemberg, ainsi que dans les villes-États de Hambourg, Berlin et Brême, et ne sont parvenus à dépasser la barre des 5 % dans aucun Land de l'Est. Rapporté aux prévisions records annoncées par les sondages leur ayant donné jusqu'à plus de 20 % au niveau national, ces résultats constituent pour les Verts un dur retour à la réalité, pour ne pas dire une déception. Il faut dire qu'ils ont gâché, dès la phase de campagne, leur chance historique de pouvoir constituer une coalition chrétiens-démocrates/écologistes au niveau fédéral. Au lieu de faire valoir leurs compétences en matière de protection de l'environnement et de conciliation entre écologie et économie, et de mettre à profit l'élan favorable suscité par l'élection

de l'un des leurs au poste de ministre-président du Bade-Wurtemberg en la personne de Winfried Kretschmann, ils ont choisi de se présenter comme le « nouveau parti de la justice sociale ». Leurs préconisations pour le moins étranges en matière d'augmentations d'impôts, leur projet d'instauration d'une « journée végétarienne » et la polémique suscitée par le rappel d'anciennes prises de position de l'un de leurs porte-parole sur la pédophilie ont achevé de déconcerter les électeurs potentiels. Pour 59 % des sondés, les Verts se sont éloignés des intérêts de leur électorat au cours de la campagne, mais 50 % se disaient néanmoins favorables à leur participation au gouvernement fédéral.

Quant à Die Linke, elle a essuyé d'importants revers, obtenant seulement 8,6 % des voix à l'échelle du pays. Elle est cependant représentée au Bundestag, où elle constituera la troisième force. Pour elle aussi, les écarts de score d'une région à l'autre demeurent considérables. À l'Ouest, où elle est plutôt considérée comme un parti protestataire, elle n'a obtenu que 5,6 % des suffrages, tandis qu'à l'Est, où elle jouit d'un ancrage stable en tant que parti populaire de gauche, elle est arrivée avec 22,7 % des voix en deuxième position derrière l'Union. Les sondages aussi reflètent ce caractère hybride de la gauche allemande. Pour 83 % des électeurs, Die Linke n'a certes pas la solution aux problèmes du pays, mais elle a le mérite de regarder ces derniers en face. Si ses ambitions politiques sont jugées irréalistes et impossibles à financer par 72 % des électeurs, 57 % d'entre eux admettent en revanche que de tous les partis, elle est celui qui s'engage le plus en faveur des démunis.

Enfin, il convient de noter le succès du nouveau parti protestataire « Alternative pour l'Allemagne » (*Alternative für Deutschland*, AfD). Avec 4,7 % des suffrages, il a raté de peu son entrée au Bundestag. Plus de la moitié des électeurs (56 %) ne le considèrent pas comme un parti sérieux, 37 % estiment qu'il peut séduire les traditionnels abstentionnistes, et 21 % saluent son opposition assumée à l'euro. Dans l'ouest de l'Allemagne, l' AfD s'est présentée comme un parti national-libéral, réclamant la suppression de la monnaie unique européenne. Dans l'est du pays, elle a obtenu 5,8 % des suffrages, grâce à une rhétorique directement inspirée du discours populiste de droite. Les chiffres publiés par Infratest dimap sur les changements de bords politiques observés chez les électeurs montrent que l' AfD a avant tout pris des voix au FDP et, en second lieu, à Die Linke et à la CDU/CSU ; enfin, elle a en partie bénéficié des suffrages de celles et ceux qui, jusque-là, ne votaient pas, ou encore du report de voix des déçus du SPD. Pour l'heure, ce nouveau parti protestataire n'a pas encore de base électorale stable et on ne sait pas encore s'il s'affichera à l'avenir comme un parti national-libéral ou comme un mouvement populiste de droite. Toutefois, son succès a de quoi inquiéter les responsables politiques européens de tous les partis, d'autant plus que les élections européennes approchent. Il serait souhaitable, dans ce contexte, d'organiser des débats de haute tenue sur les opportunités mais

aussi les problèmes liés à l'intégration européenne et la monnaie unique, sous peine de voir les populistes hostiles à l'Europe gagner du terrain, y compris en Allemagne.

Des partis en pleine réorientation, entre conflits internes et nouveaux positionnements

Le système des partis allemand était autrefois caractérisé par un haut degré de stabilité. La grande force d'intégration et la continuité institutionnelle des partis y ont largement contribué. L'Union, le SPD et le FDP ont tous les trois marqué les trente premières années d'existence de la République fédérale d'Allemagne. Avec la création des Verts, de nouveaux milieux et groupes sociaux, apparus dans les années 1970, essentiellement dans les grandes villes et les villes universitaires, et davantage orientés vers le post-matérialisme, ont fait leur entrée sur la scène politique. Après la réunification allemande en 1990, l'ancien PDS, devenu Die Linke, a permis aux opposants à l'unification et à ce qu'il restait des milieux socialistes de l'ex-RDA de voir leurs intérêts représentés sur le plan politique au sein de la République fédérale d'Allemagne. Aucun autre parti, qu'il soit ancien ou qu'il ait vu le jour au cours de la période considérée, n'a réussi, jusqu'à présent, à se faire une place à l'échelle fédérale.

La CDU/CSU et le SPD se sont révélés d'excellents promoteurs d'intégration et d'habiles facilitateurs de consensus, comme en témoigne leur recherche constante d'un compromis politique entre des milieux et des groupes sociaux différents, tant parmi leurs électeurs que leurs adhérents respectifs. En pratique, cette culture du compromis repose sur un système équilibré qui allie proportionnalité et représentation au sein même de la direction de chaque parti, et qui doit garantir aux différents groupements et tendances internes la possibilité d'influer sur la définition de la politique globale du parti. Parallèlement, les problématiques sociales et politiques évoluant constamment au fil du temps, les partis doivent proposer de nouvelles solutions, sans toutefois tourner le dos à leurs racines historiques et à leur électorat traditionnel. Pour continuer à avoir du succès sur le long terme, un parti (populaire) doit donc impérativement procéder à une refonte périodique de ses programmes et de son idéologie en veillant à ce que celle-ci réponde à la fois aux problèmes du moment et aux principales attentes politiques de sa base électorale traditionnelle.

À cet égard, les difficultés que l'Union et le SPD rencontrent respectivement à l'heure actuelle, et les défis qu'ils doivent relever, sont tout à fait comparables. L'un comme l'autre ont dû faire face, au cours des dernières décennies, à une profonde transformation de leur

électorat traditionnel, et ils se débattent aujourd'hui avec les conséquences de ces changements sur leur identité, leur rôle politique et le contenu de leurs programmes. L'un et l'autre sont en outre confrontés à un rejet catégorique et massif, au sein de leurs propres rangs, de la modernisation jugée nécessaire par les dirigeants. Alors que les transformations à long terme des électeurs traditionnels s'expliquent avant tout par les changements survenus dans la société et peuvent donc être considérées comme un défi structurel, le second défi auquel se heurtent les deux partis populaires – et qui sont liés, cette fois, aux acteurs politiques eux-mêmes – tient à l'engagement actif de leurs élites politiques.

D'un point de vue structurel, les électeurs traditionnels des deux partis – catholiques pratiquants pour l'Union, ouvriers syndiqués pour les sociaux-démocrates – ne représentent plus qu'une petite fraction de leur électorat potentiel (voir tableaux 5 et 6). D'après les sondages réalisés par le *Forschungsgruppe Wahlen*, dans l'ouest de l'Allemagne, sur 100 électeurs ayant voté pour l'Union aux élections fédérales de 2013, seuls 11 vont à l'église une fois par semaine, et 28 s'y rendent encore « de temps à autre ». Autrement dit, plus de la moitié des électeurs de l'Union vivant à l'Ouest n'ont déjà plus de lien concret avec l'Église, alors que dans les années 1970, près de 40 % d'entre eux étaient des catholiques pratiquants qui allaient à l'église une fois par semaine. Si l'on prend aussi en considération les partisans de l'Union dans l'est de l'Allemagne, la part des électeurs de la CDU sans lien avec l'Église augmente encore. Seuls 30 % des Allemands de l'Est sont affiliés à une église chrétienne, dont 7 % environ à l'Église catholique. Néanmoins, l'Union récolte encore 67 % des voix des catholiques pratiquants de l'Ouest qui vont à l'église une fois par semaine – et qui constituent sa base électorale traditionnelle.

Le SPD est dans une situation comparable. En 2013, seuls 23 % de ses électeurs sont affiliés à un syndicat, dont 9 % sont des ouvriers et 8 % des employés, alors que dans les années 1970, les ouvriers syndiqués représentaient à eux seuls environ un quart de l'électorat total du parti. Néanmoins, c'est encore parmi eux que les sociaux-démocrates réalisent leurs meilleurs scores (39 % en 2013).

Tableau 5
Répartition, lors des élections fédérales de 2013, des électeurs de la CDU/CSU et du SPD vivant à l'Ouest en fonction de leur appartenance confessionnelle et de la fréquence de leur pratique religieuse (en %)

Confession	Fréquence de la pratique religieuse	Total	CDU/CSU	SPD
Catholique	Hebdomadaire	5	9	2
Protestante	Hebdomadaire	2	2	1
Catholique	De temps à autre	12	17	10
Protestante	De temps à autre	11	11	12
Catholique	Rarement, jamais	20	21	18
Protestante	Rarement, jamais	23	20	27

Source : Forschungsgruppe Wahlen, *Bundestagswahl. Eine Analyse der Wahl vom 22. September 2013*, Mannheim, 2013, p. 109.

Tableau 6
Répartition des électeurs de la CDU/CSU et du SPD lors des élections fédérales de 2013 en fonction de leur catégorie socioprofessionnelle et de leur affiliation ou non à un syndicat (en %)

	Total	CDU/CSU	SPD
Électeurs syndiqués	14	11	20
Ouvriers syndiqués	6	4	9
Ouvriers non syndiqués	18	17	19
Employés syndiqués	6	4	8
Employés non syndiqués	37	38	36

Source : Forschungsgruppe Wahlen, *Bundestagswahl. Eine Analyse der Wahl vom 22. September 2013*, Mannheim, 2013, p. 99.

Outre ces évolutions structurelles, l'Union comme le SPD sont confrontés depuis plusieurs années à des changements dans la composition de leur électorat, qu'ils ont de plus en plus de mal à mobiliser. Ces changements tiennent essentiellement à l'évolution de la perception que les électeurs ont de leurs partis respectifs et à l'action de leurs principaux responsables politiques. À cet égard, la scission survenue au sein du SPD à cause des réformes sociales mises en œuvre sous le chancelier Gerhard Schröder est une étape charnière. La réduction des assurances et des prestations sociales

fournies par l'État-providence, dans le cadre de l'Agenda 2010 et de la législation Hartz, a modifié en profondeur l'image que la social-démocratie avait d'elle-même et de son identité politique. À ce titre, il est d'autant plus étonnant que la direction du parti de l'époque n'ait pas fait davantage d'efforts pour convaincre ses adhérents de la nécessité de ces réformes et leur assurer que le SPD était toujours, même si le contexte avait changé, l'avocat des « petites gens » et le défenseur de l'égalité sociale. Cette politique du « maintenant, ça suffit », ce changement de cap imposé par le haut sous le chancelier Schröder est à l'origine de l'éloignement d'une partie des adhérents sociaux-démocrates, en particulier dans les cercles syndicaux et les classes moyennes inférieures, qui a coûté énormément de voix au SPD et profité temporairement à Die Linke, y compris dans l'ouest de l'Allemagne. Les raisons qui ont présidé à cette réorientation de la politique économique et sociale du SPD, bien que légitimes, ne pouvaient satisfaire les adhérents de longue date, dont la loyauté au parti repose pour une très large part sur le principe fondamental de solidarité au sein de l'État-providence.

Cette ligne de fracture est toujours présente au sein du SPD. Aujourd'hui encore, les sociaux-démocrates peinent à regagner la confiance de leurs adhérents traditionnels déçus par leur politique, et ont du mal à les convaincre d'aller voter. Tout candidat du SPD en fait l'expérience, et ce d'autant plus que les personnalités marquantes du parti dont il porte les couleurs ont toutes soutenu la réforme de l'État social décidée sous G. Schröder. Les résultats électoraux en témoignent : lors des élections fédérales de 2013, quelle que soit la catégorie socioprofessionnelle considérée, les sociaux-démocrates sont arrivés derrière l'Union, exactement comme en 2009, y compris chez les ouvriers. Il n'y a qu'auprès des chômeurs et des adhérents syndiqués que le SPD a réussi à obtenir de meilleurs scores que son adversaire historique. Il convient en outre de rappeler que ces dissensions internes ont eu jusqu'ici une influence décisive sur les stratégies de coalition du SPD. Ainsi, à l'occasion des dernières élections, alors que les « réformateurs », soit la majorité des dirigeants du parti, étaient clairement opposés, y compris après l'annonce des résultats, à la constitution d'une coalition avec Die Linke, les tenants de la tradition, fondée sur la défense de l'État-providence, avaient depuis longtemps mis de côté leurs réticences vis-à-vis de Die Linke. Lors du congrès du SPD à Leipzig en novembre 2013, il a d'ailleurs été décidé qu'à l'avenir la formation d'une coalition avec Die Linke, y compris au niveau fédéral, ne serait plus exclue. Néanmoins, cette décision ne suffira pas à mettre un terme aux dissensions internes, qui ne manqueront pas de se manifester encore un certain temps, aussi bien dans les cas de formation d'une grande coalition que d'une coalition intégrant Die Linke. Les divergences de vue fondamentales des deux « camps » quant à la signification, la fonction et les modalités pratiques de la solidarité au sein de l'État-providence sont encore loin d'être résolues et ont pesé sur les négociations entre la CDU/CSU et le SPD pour former la nouvelle coalition gouvernementale.

Au sein de l'Union, les divisions internes ne sont, pour l'instant, pas aussi profondes. De nombreux problèmes existent, mais ils sont temporairement occultés par le soutien exceptionnel dont jouit la chancelière – qui dépasse le seul cercle des adhérents chrétiens-démocrates –, par l'importance, dans le débat public, des thématiques européennes et de la monnaie unique, ainsi que par la quasi-certitude que l'Union continuerait à gouverner depuis la chancellerie après les élections fédérales de 2013. Pourtant, les points de rupture au sein du parti sont aisément repérables. Principal élément de discordance : le processus de modernisation de la politique sociale initié par la chancelière A. Merkel, également présidente du parti chrétien-démocrate, qui se heurte à une forte résistance de la part des cercles conservateurs du parti et aussi de certains milieux catholiques. La manifestation la plus dangereuse de cette opposition est le rejet véhément de la stabilisation de l'euro observé au sein des milieux proches du monde économique, à la sensibilité politique nationale-libérale. De ce point de vue, l'AfD, récemment fondée, a de véritables chances d'affaiblir durablement la position de l'Union.

Ces tensions internes ont commencé à se manifester sous la grande coalition de 2005-2009, au sujet de la politique de la famille et du développement à marche forcée des structures publiques d'accueil des jeunes enfants soutenus par Ursula von der Leyen. Aux yeux des opposants conservateurs à cette réforme, il s'agissait déjà presque d'une révolution culturelle, ou du moins d'une profonde remise en cause de l'image de la famille et de la répartition des rôles entre les sexes dans la société – autant de normes fondamentales qui constituent le noyau identitaire de l'électorat traditionnel des chrétiens-démocrates. Ce courant d'opposition conservateur est encore présent aujourd'hui, surtout dans les petites cellules du parti, essentiellement en milieu rural. C'est la CSU qui a adopté publiquement la position la plus radicale contre cette nouvelle orientation de la politique familiale, réussissant même à imposer, en réponse à l'instauration, à compter du 1^{er} août 2013, du droit à l'obtention d'une place en crèche garantie par l'État, la création d'une allocation pour les familles qui ne souhaitent pas recourir à ces structures d'accueil publiques.

Depuis lors, sous la houlette de A. Merkel, la liste des chantiers de modernisation sociale n'a cessé de s'allonger : développement des structures d'accueil des jeunes enfants, mesures visant à aider les femmes à concilier vie de famille et vie professionnelle, abolition du service militaire, égalité des droits pour les couples de même sexe vivant en partenariat, abandon de l'énergie nucléaire et tournant énergétique, introduction d'une taxe sur les transactions financières. Ces questions, autrefois taboues au sein de l'Union, sont désormais des projets à part entière portés par la chancelière et présidente du parti. L'incompréhension et le mécontentement que suscite chez nombre d'adhérents traditionnels de l'Union cette nouvelle approche des questions de société sont d'autant plus compréhensibles que les objectifs affichés aujourd'hui

par A. Merkel figuraient tous au catalogue des revendications des Verts au moment de la création du parti dans les années 1980. À l'époque, de telles exigences n'avaient aucune chance d'emporter l'adhésion d'une majorité de citoyens, et l'Union en avait fait sa principale cible – vilipendant également les positions pacifistes des Verts.

La vague de protestation suscitée par le programme de modernisation de A. Merkel s'est avant tout cristallisée autour de la politique résolument favorable à l'Union européenne (UE) qu'elle a menée et des mesures qu'elle a prises pour stabiliser la monnaie unique. Depuis longtemps déjà, nombre de membres de l'Union acquis au libéralisme économique déplorent un phénomène de « social-démocratisation » dans leurs propres rangs. Si, lors de son congrès à Leipzig en 2003, la CDU affichait encore des positions libérales dans le domaine économique, elle a totalement réorienté son programme à la suite de sa défaite électorale en 2005. Les partisans du libéralisme économique observent avec circonspection le changement de paradigme qui est en train de s'opérer dans la politique économique et budgétaire de l'Union, à commencer par la remise au goût du jour du rôle de régulateur de l'État. Lors des élections fédérales de 2009, ce sont précisément les reports de voix de ces cercles d'électeurs, traditionnellement proches de l'Union, qui avaient permis au FDP de réaliser d'excellents résultats. Depuis, la CDU/CSU doit faire face à un nouvel adversaire, l'AfD, qui est dotée d'un fort potentiel de développement aussi bien en tant que parti de la droite populiste protestataire, hostile à l'UE, que comme force de rassemblement des conservateurs, et notamment des déçus de la CDU/CSU.

En apparence, tout semble aller pour le mieux au sein du parti chrétien-démocrate, mais, en réalité, le processus de modernisation dans lequel il s'est engagé se heurte – comme chez les sociaux-démocrates – à l'opposition massive de certaines franges de son électorat traditionnel conservateur. De toute évidence, il ne suffit pas, face à ces groupes d'électeurs, d'affirmer que la modernisation défendue par A. Merkel est indispensable pour préserver le lien avec les classes moyennes modernes et éviter que la CDU/CSU ne se transforme en un club fermé de conservateurs arc-bouté sur ses traditions, sans aucune véritable possibilité d'accéder au pouvoir et de gouverner. Dans le même temps, les chrétiens-démocrates ne peuvent tourner le dos aux tenants de la tradition, et ce d'autant moins que leurs électeurs déçus ont désormais la possibilité d'exprimer leur mécontentement par les urnes en apportant leurs voix à l'AfD, récemment créée. L'exemple du SPD montre qu'il faut davantage qu'une posture d'autorité de la part des chefs de parti pour parvenir à apaiser les dissensions internes.

Die Linke et les Verts doivent quant à eux assumer, face à une grande coalition presque toute-puissante, le rôle difficile de l'opposition au Bundestag. Pour ce faire, la garantie, habilement donnée par les groupes parlementaires de la majorité, d'accorder aux

deux partis d'opposition l'entière des droits de contrôle parlementaires n'est qu'une première condition indispensable. Les responsables politiques des deux partis d'opposition devront impérativement se montrer pertinents et convaincants dans leur argumentaire afin de s'assurer une bonne visibilité dans les médias. Il semble que pour l'instant, Die Linke soit mieux armée pour remplir cette fonction nécessaire de porte-voix. Le président unique – pour encore deux ans – du groupe parlementaire de Die Linke, Gregor Gysi, est rompu aux joutes médiatiques. Les deux présidents du groupe parlementaire des Verts, eux, devront apprendre aussi vite que possible à tenir leur rôle. Katrin Göring-Eckardt ne s'est pas particulièrement distinguée par son éloquence pendant la campagne électorale, pas plus qu'elle n'a réussi à apparaître comme un contrepoids crédible face à Jürgen Trittin. Quant à Anton Hofreiter, il était, jusqu'à présent, avant tout considéré à Berlin comme un excellent expert de la politique des transports. Dans ce contexte de grande coalition, les deux partis d'opposition ont une chance de peser davantage sur la scène politique, encore faut-il qu'ils parviennent à défendre leurs idées politiques de manière efficace auprès de l'opinion publique.

Perspectives d'évolution du système des partis en Allemagne

Après une campagne électorale jugée ennuyeuse et sans surprise par nombre de commentateurs, les résultats des élections fédérales de 2013 laissent penser que tout ne va pas « continuer comme avant ». Le modèle politique traditionnel fondé sur le double principe de la majorité et de l'affrontement entre deux camps – CDU/CSU-FDP d'un côté, SPD-Verts de l'autre – va devoir évoluer. Cette vieille opposition, qui date des années 1980 et 1990, peut encore mobiliser une partie des électeurs des deux bords en jouant sur l'image traditionnelle de l'ennemi – la « république conservatrice » d'un côté, la « lutte des classes gauchiste » de l'autre –, mais il y a bien longtemps que cette stratégie ne garantit plus l'obtention d'une majorité au Parlement. L'Union en a fait la douloureuse expérience au cours de plusieurs élections régionales récentes, notamment dans le Bade-Wurtemberg, où elle a subi un revers cuisant. Alors qu'elle était le parti le plus puissant, bénéficiant même parfois d'une marge confortable, la CDU s'est retrouvée sur les bancs de l'opposition, faute d'être parvenue à former des alliances. Et au lendemain des élections fédérales de 2013, l'Union n'avait guère d'alternative réaliste à proposer en lieu et place d'une grande coalition, la plupart des partis ayant exclu, au cours de la campagne, toutes les combinaisons encore inédites.

Partis et électeurs vont devoir se créer de nouveaux repères. Aujourd'hui, le système de concurrence entre les partis s'éloigne de plus en plus du modèle bipolaire. Au cours de l'année 2013, l'Union, le SPD et les Verts ont pourtant bâti leur stratégie de campagne sur ce vieux schéma, affichant ainsi un retard sur leur époque, si bien qu'ils ont dû se démener après le vote pour faire accepter à leurs adhérents les pourparlers et négociations qui avaient lieu entre les deux camps, et qui étaient nécessaires pour former une coalition, l'Union ayant perdu son partenaire historique, le FDP. Les sociaux-démocrates, pour leur part, n'ont pas su tirer profit de l'existence d'une majorité à gauche de la CDU/CSU, et ont dû renoncer à remporter la chancellerie. À l'avenir, les coalitions présenteront des combinaisons plus variées, car les différents partis allemands n'affichent plus, à l'heure actuelle, de divergences de principe majeures. La nouvelle orientation, plus moderne, de la politique sociale initiée par A. Merkel ouvre à l'Union de nouvelles perspectives de coalition, dont elle a désespérément besoin. Un rapprochement avec les Verts est désormais possible sur certains

thèmes, et ce d'autant plus que les politiques budgétaires des deux partis ne sont plus séparées par des divergences fondamentales. De leur côté, les sociaux-démocrates ont posé des jalons pour une future coalition avec Die Linke.

Mais le nouveau gouvernement doit tout d'abord afficher clairement sa ligne d'action pour l'avenir. L'acceptation de la création d'un salaire minimum par l'Union et, en contrepartie, le renoncement du SPD à l'augmentation du taux d'imposition le plus élevé ne suffiront pas. Le péage sur les autoroutes pour les étrangers et l'allocation pour la garde d'enfant sont aussi, en fin de compte, des questions secondaires. Une grande coalition ne peut se contenter de répartir les portefeuilles ministériels ; elle n'a de sens et ne peut convaincre que si elle s'attelle avec détermination à la résolution des problèmes structurels urgents. Et assurément, les chantiers en cours ne manquent pas : réforme de l'assurance-dépendance, maintien de la cohésion sociale alors que les inégalités ne cessent de se creuser, politique d'immigration et d'intégration, éducation, abandon du nucléaire et tournant énergétique, réforme du fédéralisme et stabilisation financière des communes, sans oublier le contrôle des marchés financiers et la pérennisation de l'euro, qui doit s'accompagner d'une démocratisation en profondeur de la politique européenne.

L'Union et le SPD réunis au sein d'une grande coalition devraient, dans leur propre intérêt, mettre à profit leur position dominante au Bundestag et au Bundesrat pour imposer une vision commune dans certains domaines clés et engager des réformes structurelles de grande ampleur. Un accord *a minima*, résultat d'une politique discrète de petits arrangements, risquerait d'entraîner de sérieuses conséquences. Dans tous les cas de figure, la réaction de l'opinion publique sera décisive. Mais une question demeure : les deux partis sont-ils assez forts, à l'heure actuelle, pour mener à bien des projets politiques d'envergure ?

Ils sont tous deux secoués par de graves dissensions internes, comme nous l'avons vu plus haut. Au sein de la CDU/CSU comme du SPD, partisans des réformes et défenseurs de la tradition se témoignent une méfiance parfois extrême. Dans un tel contexte, l'obtention de quelques succès politiques dans des domaines clés pourrait contribuer à apaiser les divergences. Mais on peut tout aussi bien imaginer que ces tensions internes finissent par paralyser l'action des deux partenaires. La grande coalition CDU/CSU-SPD s'épuiserait alors en vain, condamnée à ne pouvoir réaliser que de minimes avancées, et perdrait très vite le soutien des partis comme des citoyens. Une aubaine pour les petits partis, qui auraient alors l'occasion de revenir sur le devant de la scène, mais aussi pour les populistes de tous bords.

Notes du Cerfa

Publiée depuis 2003 à un rythme mensuel, cette collection est consacrée à l'analyse de l'évolution politique, économique et sociale de l'Allemagne contemporaine : politique étrangère, politique intérieure, politique économique et questions de société. Les « Notes du Cerfa » sont des textes concis, à caractère scientifique et de nature policy oriented. À l'instar des « Visions franco-allemandes », les « Notes du Cerfa » sont accessibles sur le site Internet du Cerfa, où elles peuvent être consultées et téléchargées gratuitement.

Dernières publications du Cerfa

Yves Pascouau, *Le paquet « gouvernance Schengen » : les équilibres subtils entre méthode communautaire et logique intergouvernementale*, « Note du Cerfa », n° 106, décembre 2013.

Henrik Uterwedde, *La fin des divergences ? Perspectives des politiques économiques françaises et allemandes*, « Visions franco-allemandes », n° 23, octobre 2013.

Dorothee Schmid, *Allemagne, France, Turquie : la triangulation des puissances*, « Note franco-turque, n° 9 / Note du Cerfa n° 105 », septembre 2013.

Stormy-Annika Mildner, Henning Riecke et Claudia Schmucker, *Vers un renouveau du partenariat transatlantique ? Les relations germano-américaines sous Obama II*, « Note du Cerfa », n° 104, juillet 2013.

Georg Fahrenschon, *Union bancaire : la position des caisses d'épargne allemandes*, « Note du Cerfa », n° 103, juillet 2013.

Le Cerfa

Le Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa) a été créé en 1954 par un accord gouvernemental entre la République fédérale d'Allemagne et la France. Le Cerfa bénéficie d'un financement paritaire assuré par le ministère des Affaires étrangères et l'Auswärtiges Amt ; son conseil de direction est constitué d'un nombre égal de personnalités françaises et allemandes.

Le Cerfa a pour mission d'analyser les principes, les conditions et l'état des relations franco-allemandes sur le plan politique, économique et international ; de mettre en lumière les questions et les problèmes concrets que posent ces relations à l'échelle gouvernementale ; de trouver et de présenter des propositions et des suggestions pratiques pour approfondir et harmoniser les relations entre les deux pays. Cette mission se traduit par l'organisation régulière de rencontres et de séminaires réunissant hauts fonctionnaires, experts et journalistes, ainsi que par des travaux de recherche menés dans des domaines d'intérêt commun.

Hans Stark assure le secrétariat général du Cerfa depuis 1991. Yann-Sven Rittelmeyer est chercheur au Cerfa et responsable de la publication des « Notes du Cerfa » et des « Visions franco-allemandes ». Nele Wissmann est chargée de mission dans le cadre du projet « Dialogue d'avenir ».